



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYgone - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 15 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFETY KLEEN
9 RUE LOUIS BLÉRIOT
57640 Argancy

Affaire suivie par : Tiffany Aubry

Téléphone : 03 54 44 02 98

Courriel : tiffany.aubry@developpement-durable.gouv.fr

Références : ARGANCY_SAFETY-KLEEN_2024-11-14_RAPVI-MED_TAM_00716

Code AIOT : 0006209266

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 octobre 2024 dans l'établissement SAFETY KLEEN implanté 9 rue Louis Blériot 57640 Argancy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) de l'installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2718 (installation de transit, regroupement ou tri des déchets dangereux contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793) de la nomenclature ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN
- 9 rue Louis Blériot 57640 Argancy
- Code AIOT : 0006209266
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de la société SAFETY KLEEN située à Argancy consiste en la location de machines de nettoyage de matériel industriel avec mise à disposition de produits de nettoyage ainsi que la reprise et l'évacuation des produits usagés.

Comme suite à sa déclaration d'antériorité du 04 avril 2011, la société SAFETY KLEEN est autorisée à exploiter une installation de regroupement et de transit de déchets dangereux en provenance d'installations classées au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées sur son site d'Ennery.

L'activité est encadrée par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-DCAT-BEPE-40 du 20 février 2018 ;
- l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018, article 5.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Réseaux de collecte	Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018, article 5.1 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Connaissance et étiquetage des produits et déchets dangereux	Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018, article 3.4 (partiel)	Sans objet
5	Prévention des risques et des pollutions accidentelles	Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018, article 6.4 (partiel)	Sans objet
6	Déchets	Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018, article 4.1 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) a constaté une non-conformité qui fait l'objet d'une proposition de mise en demeure (point de contrôle n°3). L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture de la Moselle.

Par ailleurs, des justificatifs sont demandés pour les points de contrôle n°1 et n°4.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018, article 2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée : Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
Rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime	Capacité
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t.	A	42 t dont : Solvants usagés : 28t Diluants usagés : 4 t Lessiviels usagés : 10 t

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a contrôlé l'état des stocks de la semaine du 11 au 18 octobre 2024 concernant les déchets suivants : solvants usagés, diluants usagés et lessiviels usagés. L'inspection constate que les quantités de déchets dangereux stockées sur le site sont inférieures aux quantités autorisées.</p> <p>Suite à la visite, l'inspection a contrôlé par sondage l'état des stocks des produits et déchets de février 2024 et septembre 2024, transmis par l'exploitant le 24 octobre. Ces états font apparaître d'autres produits chimiques (bondérite par exemple) susceptibles de relever d'un classement au titre d'autres rubriques ICPE (1xxx ou 4xxx) mais ne permettent pas d'établir clairement les quantités stockées pour chaque produit : les éléments transmis ne permettent donc pas à l'inspection de contrôler précisément la situation administrative de l'établissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • corriger son état des stocks afin de faire apparaître clairement les quantités (en kg ou tonnes) des substances, déchets et mélanges présents sur l'installation et de lui transmettre l'état des stocks corrigé au 30 novembre 2024 ; • lui préciser les quantités maximales (en kg ou tonnes) des substances, déchets et mélanges susceptibles d'être présents sur l'installation, et le positionnement connexe de son activité au titre des rubriques de la nomenclature ICPE.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Connaissance et étiquetage des produits et déchets dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018, article 3.4 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Produits et déchets dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant conserve les documents lui permettant de connaître la nature, les dangers et les risques que présentent les produits et déchets dangereux ou les déchets contenant des substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, présents dans l'installation, en particulier :</p> <p><u>Pour les produits dangereux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.4624-4 du code du travail ; - les fiches d'information relatives aux substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, le cas échéant ; <p><u>Pour les déchets dangereux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les fiches d'identification des déchets. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique disposer des Fiches de Données de Sécurité (FDS) pour les produits de ses fournisseurs et pour ses propres produits.</p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage les FDS suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • produits Safety Kleen : Solvant D60 et Kleen 770 ; • Produits fournisseurs : Kleen 7700 X, EXXSOL D60 et dissolvant NP. <p>Les Fiches d'Identification des Déchets (FID) n'ont pas pu être présentées lors de la visite. Suite à la visite, l'inspection a contrôlé par sondage les FID suivantes, transmises par mail le 25 octobre 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • FID du 11 décembre 2023 de Veolia SARP relative au traitement du déchet : dissolvant NP ; • FID du 8 janvier 2024 de Sétéo Environnement relative au traitement du déchet : eaux lessiviels. <p>L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018, article 5.2	
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des rejets aqueux	
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le réseau communal des eaux pluviales, les valeurs limites en concentration suivantes pour les eaux pluviales du site :	
Paramètres	Concentration maximale sur prélèvement 24h (mg/l)
pH	5,5 -8,5
Température	< 30° C
Hydrocarbures totaux	5
MES	100
DCO	300
Une mesure de la concentration des polluants est effectuée conformément aux normes en vigueur une fois par an.	
Constats : L'exploitant n'a pas procédé au contrôle des rejets d'eau depuis 2020, ce qui constitue une non-conformité.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais : 2 mois	

N° 4 : Réseaux de collecte

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018, article 5.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien du séparateur et confinement des eaux
Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales de voirie sont canalisées et rejoignent le réseau de collecte d'eaux pluviales de la zone d'activités après traitement par un débourbeur-déshuileur. Celui-ci est entretenu régulièrement et, au minimum, une fois par an. Les boues issues de cette installation de traitement sont traitées conformément aux dispositions de gestion des déchets. [...] Un dispositif permettant d'obturer et de confiner les eaux susceptibles d'être polluées notamment lors d'un déversement accidentel, et les eaux d'incendie est installé en sortie de site. Ce dispositif est accessible en permanence et fait l'objet de vérifications périodiques. [...]
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un réseau de collecte des eaux pluviales, avec des regards de collecte répartis sur le site, et d'un débourbeur-déshuileur L'exploitant a indiqué réaliser l'entretien du séparateur à hydrocarbures une fois par mois, attesté par les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) saisis sur la plate-forme de suivi des déchets dangereux « Trackdéchets ». L'inspection a contrôlé par sondage les BSD suivants : <ul style="list-style-type: none">• 26 octobre 2023 : BSD 20231026-0EP2E1QV3 ;• 26 avril 2024 : BSD 20240426-WXGRTM15S ;• 03 juin 2024 : BSD 20240603-AVKCVB3GH. L'ensemble des éléments attendus dans les BSD sont présents et n'appellent pas de remarques de l'inspection. L'inspection a constaté la présence d'une vanne de confinement des eaux susceptibles d'être polluées en sortie du séparateur à hydrocarbures, accessible en permanence.

L'exploitant a indiqué réaliser des essais périodiques du bon fonctionnement de cette vanne lors des exercices de déversement accidentel menés annuellement, et établir des comptes-rendus de ces exercices, sans être en mesure de les présenter lors de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de l'inspection la vérification périodique de la vanne de confinement des eaux susceptibles d'être polluées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prévention des risques et des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018, article 6.4 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens d'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prise d'eau, poteaux par exemple) ; - d'un réseau public ou privé implanté de telle sorte que tout point de stockage des produits dangereux et inflammables se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m3/h pendant une durée d'au moins deux heures ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte interne contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel. Ils font l'objet de vérifications périodiques [...]</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué que la vérification des extincteurs est réalisée deux fois par an et a présenté lors de la visite les comptes-rendus d'entretien des extincteurs réalisés les 5 décembre 2023 et 15 mars 2024 par la société Desautel.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté par sondage la présence d'extincteurs à proximité des dégagements, visibles et facilement accessibles.</p> <p>D'après les informations à disposition de l'inspection (accès à la base de données relative aux points d'alimentation en eau incendie en Moselle), une borne incendie en service et conforme à la prescription est présente à moins de 100 mètres des zones à risques de l'installation.</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018, article 4.1 (partiel)
Thème(s) : Produits chimiques, Aire de réception et d'entreposage
<p>Prescription contrôlée : Les produits usagés en bidons et en fûts sont stockés sur rétention sur des aires spécifiques imperméabilisées. Les opérations de chargement/déchargement des camions sont réalisées sur une aire imperméabilisée [...]</p> <p>Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les produits usagés en bidons et en fûts sont stockés sur rétention sur des zones imperméabilisées ; • que l'aire de chargement et de déchargement est imperméabilisée.
Type de suites proposées : Sans suite